

Exploration de l'interculturalité dans le monde politique belge

Par Noam BOUZALGHA, étudiant de 3ème bachelier en sciences de gestion à HEC Liège



Ce texte s'articulera en plusieurs parties. Premièrement, nous proposerons une définition scientifique de la notion d'interculturalité. Ensuite, nous examinerons de quelle manière cette thématique est mobilisée par les partis politiques dans le contexte des élections régionales, fédérales et européennes du 9 juin prochain (juin 2024). Nous réaliserons une analyse des propositions des principaux partis politiques francophones belges sur la thématique de l'interculturalité. Enfin, nous nous intéresserons à l'émergence de l'extrême droite dans le paysage politique flamand, émergence dont nous ne pouvons faire abstraction. En effet, l'extrême droite flamande est donnée première force politique dans le nord du pays avec plus de 27 % des intentions de vote (Coppi, 2024).

Notre analyse sera agrémentée de l'entretien réalisé avec le Professeur François Debras, docteur en sciences politiques et sociales, professeur associé à l'Université de Liège au sein de la Faculté de droit, de science politique et de criminologie. Ses travaux s'intéressent aux discours des partis extrémistes, populistes et complotistes selon une approche et des outils de l'analyse critique des discours.

Pour des raisons méthodologiques, nous avons choisi de ne pas analyser les propositions du nouveau parti politique francophone d'extrême-droite *Chez Nous*. En effet, ce parti ne s'est encore jamais présenté à aucune élection et les récents sondages ne nous permettent pas d'évaluer le potentiel électoral de ce parti et de ses propositions.

1. Définir l'Interculturalité

Dans un premier temps, il nous semble essentiel de rappeler la définition de l'interculturalité :

“La notion d'interculturalité, pour avoir sa pleine valeur, doit, en effet, être étendue à toute situation de rupture culturelle – résultant, essentiellement, de différences de codes et de significations –, les différences en jeu pouvant être liées à divers types d'appartenance (ethnie, nation, région, religion, genre, génération, groupe social, organisationnel, occupationnel, en particulier). Il y a donc situation interculturelle dès que les personnes ou les groupes en présence ne partagent pas les mêmes univers de significations et les mêmes formes d'expressions de ces significations, ces écarts pouvant faire obstacle à la communication.” (Gérard Marandon, 2003)¹.

Cette notion d'interculturalité dépasse les frontières géographiques et sociales pour devenir une réalité incontournable de notre monde moderne. Les différentes cultures peuvent se heurter, se mélanger, voire se confronter, amenant la création d'un paysage riche et en constante évolution. Dans cet espace, la communication peut se révéler être un

obstacle tandis qu'à d'autres moments, elle devient le pont unifiant deux cultures distinctes.

Les Assises de l'interculturalité

Pour démontrer à quel point l'interculturalité a une importance dans divers thèmes abordés par le monde politique, prenons l'exemple des Assises de l'interculturalité qui ont été mises en place en 2009 dans un contexte où la Belgique cherchait à renforcer la cohésion sociale face à une diversité culturelle et linguistique croissante. Dans un climat de tension entre les différentes communautés linguistiques et culturelles, une envie d'égalité des chances apparaissait en parallèle d'une volonté politique de traiter les questions d'intégration, de discrimination à travers le moyen de l'interculturalité et de ne plus se satisfaire d'une simple non-discrimination. Ces Assises de l'interculturalité sont à l'initiative de Joëlle Milquet ancienne ministre de l'Enseignement, de la Culture et de la Petite Enfance. Elles ont été créées dans le but de promouvoir une société interculturelle belge en mettant en avant de nouvelles recommandations et solutions touchant aux diverses thématiques de l'interculturalité. Ces recommandations s'appliquent à tous les acteurs concernés, qu'ils proviennent des institutions publiques, du secteur privé, ou du milieu associatif et sportif, et ce, qu'ils soient directement ou indirectement impliqués dans ces thématiques.

En addition à cela, la création d'un espace où le dialogue est tourné sur le thème de la diversité. La sensibilisation du citoyen à l'interculturalité et à l'information sur les diverses cultures permettant de surmonter les stéréotypes souvent enracinés, la promotion de la réussite de l'intégration sociale ainsi que le partage de l'expérience des personnes de terrain. Ces objectifs sont essentiels pour mettre en œuvre des politiques qui promeuvent l'égalité des chances et luttent contre la discrimination, tout en favorisant la coexistence de différentes cultures au sein de notre territoire.

Bien que les Assises de l'interculturalité aient pris place il y a près quinze et que le succès des recommandations soient aujourd'hui tombées en désuétude, la présentation de leurs contenus permet toutefois de se rendre compte de la permanence de l'interculturalité dans les programmes politiques. Encore et plus que jamais d'actualité, l'interculturalité touche à plusieurs domaines de la société et de ce fait à plusieurs domaines de la politique. Nous avons décidé de nous focaliser sur certains d'entre eux :

ENSEIGNEMENT

L'interculturalité dans l'enseignement est abordée à travers plusieurs axes stratégiques. Tout d'abord, elle est considérée comme un défi et une opportunité pour améliorer la qualité de l'enseignement, dépassant ainsi les problèmes généralement associés. Ensuite, elle est guidée par l'intérêt des élèves, des enseignant-es et du personnel scolaire,

¹ Définition : Interculturalité (toupie.org), consulté le 13 mai 2024

dans un contexte où ces enjeux sont liés aux inégalités sociales et aux inégalités des chances. Enfin, une approche transcendant les frontières communautaires est adoptée pour proposer des solutions pertinentes pour toutes les communautés scolaires en Belgique.

L'interculturalité est étroitement liée à la problématique des inégalités sociales et ethniques présentes à l'école. La ségrégation, notamment spatiale, génère un enseignement à deux vitesses, où les inégalités persistent. La résolution de ce problème nécessite un changement radical de perspective pour briser le caractère inégalitaire fondamental à l'enseignement et pour réaliser pleinement la vocation égalitaire de l'école.

Les défis sont multiples : gérer les aspirations/ambitions identitaires des élèves, lutter contre les discriminations au quotidien, maintenir l'objectif pédagogique tout en s'adaptant à un monde diversifié. L'école doit être un lieu d'émancipation où les inégalités sont compensées, et où la réussite ne dépend pas uniquement de l'environnement social ou familial.

EMPLOI

L'interculturalité dans le domaine de l'emploi est abordée sous plusieurs angles. Elle est perçue comme moyen d'enrichir le milieu professionnel, d'améliorer les performances d'une entreprise en valorisant la diversité des compétences et des perspectives apportées par les différentes cultures. Elle participe à la création d'un environnement inclusif où toutes les employé·es, quelle que soit leur origine et diverses cultures, ont des chances égales d'accéder à un emploi et de progresser dans leur carrière.

Malheureusement, l'interculturalité dans le monde du travail, que ce soit en Belgique ou ailleurs, est souvent associée à des discriminations ethniques ainsi qu'à une segmentation du marché du travail. En effet, le terme "segmentation" désigne l'accès plus facile aux postes importants et, par conséquent, un salaire plus élevé pour les personnes d'origines européennes et de type caucasien. Cela se traduit par une monopolisation de ces postes par des individus de même profil.

Il est nécessaire d'apporter des solutions et de changer les mentalités pour commencer à éliminer ces inégalités et discriminations. Des initiatives telles que l'utilisation du CV anonyme pour combattre la discrimination lors du processus de recrutement pourraient être une des solutions. Et ce, allant de pair avec la promotion d'un discours valorisant la diversité dans les milieux professionnels. En effet, promouvoir un environnement de travail inclusif où la diversité n'est pas seulement acceptée, mais activement encouragée, afin de permettre à tous les individus, quelles que soient leurs origines, de réaliser pleinement leur potentiel professionnel est essentiel.

Les Assises de l'Interculturalité ont eu un impact assez contrasté aujourd'hui. Plusieurs de leurs recommandations, comme l'introduction de l'interculturalité dans l'enseignement, ont été partiellement mises en œuvre. Par exemple, la diversité des enseignant·es a augmenté, notamment à Bruxelles. Toutefois, certaines propositions comme les quotas d'embauche dans les services publics n'ont pas été réalisées. Globalement, bien que des progrès aient été faits, certaines recommandations importantes des Assises restent non concrétisées ou peu efficaces.

IMMIGRATION

Il est impossible de parler d'interculturalité sans évoquer le sujet de l'immigration. En effet, la Belgique a connu dans toute son histoire, des périodes d'immigration, chacune amenant une culture nouvelle, ainsi que de nouvelles perspectives. Cet apport culturel a marqué beaucoup de domaines de la société que ça soit au niveau culinaire, dans les arts ou encore dans la musique mais surtout et initialement dans le secteur de l'emploi et de l'économie.

Dans un pays comme la Belgique, il existe divers types de migration, incluant la primo-migration et la migration de longue date. Chacun de ces groupes entretient un rapport différent à l'interculturalité et suit un parcours distinct. Ces différences influencent la manière dont les individus interagissent avec la société belge et évoluent en son sein.

Premièrement, la primo-migration en Belgique concerne les individus et les familles qui sont les premiers de leur lignée à immigrer dans ce pays. Ces primo-migrants, souvent confrontés à des défis majeurs tels que la barrière linguistique et la reconnaissance des qualifications professionnelles, doivent s'adapter à un environnement culturel très différent de leur pays d'origine. Pour eux, l'interculturalité est principalement perçue comme un défi et un processus intensif d'apprentissage. La compréhension et l'adaptation "leur réussite" dans le pays. Des politiques de soutien spécifiques sont nécessaires pour aider ces primo-migrants à surmonter les obstacles linguistiques et professionnels.

Concernant la "vieille migration", elle représente ceux qui sont bien établis en Belgique, souvent descendants de précédentes vagues migratoires. Pour eux, l'interculturalité fait souvent partie intégrante de leur identité. Ayant grandi dans un contexte de mixité culturelle, avec des parents issus d'autres cultures tout en vivant dans la société belge, ils perçoivent l'interculturalité non seulement comme une intégration mais aussi comme un moyen de préserver leur héritage culturel. Cela se manifeste dans un mélange de traditions et de langues, où des mots de différentes cultures se mêlent aux langues nationales. Pour ces individus, une approche politique différente est cruciale, axée sur la lutte contre la discrimination dans l'emploi, le logement, l'éducation, etc., ainsi que sur le droit à

l'égalité des chances. Bien qu'ils-elles soient né-es en Belgique, certains d'entre eux-elles continuent à ne pas être considéré-es comme des citoyens et citoyennes belges.

2. L'interculturalité au cœur des programmes²

Dans le contexte actuel qui est le nôtre et à l'approche des élections fédérales, régionales et européennes du 9 juin 2024 et communautaires le 13 octobre 2024 en Belgique, il nous a semblé plus que pertinent pour cet article d'analyser de manière non exhaustive des programmes des principaux partis francophones belges en portant l'attention sur l'interculturalité. Il convient de souligner qu'il existe d'autres analyses bien plus approfondies et rigoureuses, ainsi que d'autres méthodes pour examiner les partis politiques concernant le thème qui nous est cher, notamment des sondages tels que celui proposé par la RTBF intitulé "Quels partis portent vos idées ? Faites le «Test Électoral» de la RTBF pour découvrir votre profil d'électeur"³.

De notre côté et pour cette analyse, nous procéderons à une comparaison, nous analyserons les même grandes thématiques pour chaque parti. À savoir l'immigration qui est évidemment un sujet central en lien avec l'interculturalité mais également l'enseignement ainsi que l'emploi.

PS

Analysons le programme des socialistes autour du thème de l'interculturalité à travers les grandes thématiques.

IMMIGRATION

Le PS propose des mesures pour améliorer l'intégration des immigrant-es et des réfugié-es, en mettant l'accent sur la portabilité des droits, qui garantit la continuité des droits fondamentaux lors des déplacements d'un pays à un autre. Les socialistes soulignent l'importance d'une intégration efficace et respectueuse des migrant-es. Cela se traduit par la création d'une commission chargée d'examiner les demandes, dans le but de promouvoir une immigration plus juste et équilibrée. De plus, ils proposent de faciliter l'intégration des migrants en modifiant la loi afin de leur permettre un accès au travail et aux études sur le territoire belge.

EMPLOI

Le Parti Socialiste encourage l'interculturalité et envisage un emploi inclusif à travers plusieurs mesures de leur programme. Une intégration de

² L'analyse des programmes politiques qui suit a notamment été réalisée par l'auteur depuis les programmes des partis publiés sur leurs sites internet.

³ [Quels partis portent vos idées ? Faites le 'Test Électoral' de la RTBF pour découvrir votre profil d'électeur](#)

mesure anti-discriminations dans le code belge des entreprises, un renforcement des politiques régionales de promotion de la diversité dans les entreprises et la fonction publique avec de la sensibilisation et de la formation pour les responsables des ressources humaines. Aussi, le PS souligne le développement de la diversité dans les entreprises en apportant un soutien à celles qui sont désireuses de développer des plans de diversité. Et pour finir, la volonté du parti est de porter l'importance de l'intégration des migrants par le travail.

ENSEIGNEMENT

Concernant l'enseignement, le PS met l'accent sur la création d'un environnement éducatif inclusif et adaptatif, capable de répondre aux besoins d'une population étudiante diversifiée. Le PS envisage de faciliter l'accès aux études pour les étudiant-es étranger-es par une révision des conditions de visa et des procédures d'équivalence de diplôme, rendant l'éducation plus accessible et adaptée aux réalités des étudiant-es internationaux-ales. Il propose d'élargir le déploiement d'heures d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement primaire et secondaire pour offrir un soutien adapté aux élèves, en particulier ceux et celles rencontrant des difficultés. Cette approche vise à garantir une égalité des chances éducatives, permettant ainsi de surmonter les inégalités liées à l'origine sociale et culturelle des étudiant-es.

Le Parti Socialiste par ces initiatives et ces mesures qu'il désire mettre en place, est évidemment en faveur d'une société plus diversifiée avec un mélange culturel. Dans toutes les thématiques énoncées, la promotion de l'interculturalité est mise en avant.

MR

Concernant le programme du MR (mouvement réformateur) l'interculturalité à travers les grandes thématiques est traitée différemment que le parti précédent.

IMMIGRATION

Au niveau migratoire, le MR envisage l'immigration comme un grand défi. Le programme préconise une politique d'intégration rigoureuse, avec un parcours d'intégration renforcé, conditionnant l'accès aux allocations sociales, à la réussite de ce parcours, un renforcement des conditions d'accès à la nationalité pour promouvoir les valeurs de la citoyenneté belge, en plus d'un renforcement des conditions pour bénéficier d'un regroupement familial. Ils prônent également une politique de retours plus stricte pour les personnes en situation irrégulière ainsi que des procédures d'asile plus rapides visant à éviter une installation durable de ces personnes en irrégularité. Ces mesures visent à assurer que les nouveaux et nouvelles arrivant-es soient pleinement intégré-es à la culture belge en contrôlant et limitant

une immigration de masse tout en enrichissant le patrimoine culturel du pays.

EMPLOI

D'un autre côté, le MR propose des mesures pour réussir l'intégration des immigrant-es par le travail, notamment en reliant le versement du revenu d'intégration sociale à la poursuite et à la réussite d'un parcours d'intégration qui inclut la connaissance de la langue et un accès au marché du travail. Un programme nommé "Fast Track", inspiré de la Suède, est envisagé pour coacher directement les demandeur-eses d'asile ayant une forte probabilité d'être admis-es, en leur fournissant des cours de langue et en les orientant vers des emplois en fonction de leurs compétences, ce qui peut aider à combler des emplois en pénurie. De plus, les libéraux comptent renforcer des lois et mesures pour lutter contre les discriminations dans le monde du travail. Néanmoins, la mise en place des conditions très strictes liées à leur politique migratoire telle que la très grande limitation de l'accès à la nationalité ou encore la dissuasion au regroupement familial, pourrait contrebalancer leurs efforts d'intégrations culturelles dans le monde du travail.

ENSEIGNEMENT

Au niveau de l'enseignement, le parti souligne l'importance des cours de citoyenneté et de philosophie, reconnaissant la croissance de la diversité des cultures dans la société. Ces cours visent à favoriser la compréhension mutuelle et le vivre ensemble. Le mouvement soutient également pleinement les immersions linguistiques des élèves avec un accent particulier sur les langues nationales à savoir l'allemand et le néerlandais dès l'enseignement primaire, tout en offrant la possibilité d'apprendre d'autres langues dans le reste du parcours éducatif.

La position du Mouvement réformateur sur la question de l'interculturalité reste assez contrastée comme la plupart des partis de droite. Il est à souligner que les libéraux à travers certaines de leurs propositions veulent faire exister une certaine interculturalité dans le monde du travail et de l'enseignement. Cependant, malgré les efforts déployés pour la promouvoir, leur position ferme en matière d'immigration, d'intégration et la valorisation des valeurs et de la culture belge peuvent parfois limiter la pleine expression de l'interculturalité. La véritable mesure de son impact dépendra donc de la manière dont les pratiques mises en place par le parti seront appliquées.

Ecolo

Dans le programme des écologistes, la question de l'interculturalité est abordée dans plusieurs grandes thématiques du programme.

IMMIGRATION

Le premier sujet à traiter concerne évidemment l'immigration. La position d'Ecolo est illustrée par plusieurs initiatives, telles que le soutien au regroupement familial, facilité par la réduction des obstacles financiers et l'extension de la définition des membres de famille éligible. Également, l'amélioration de l'intégration et la reconnaissance des compétences est soutenue par une envie de la révision des procédures d'équivalence des diplômes étrangers et la diminution des frais d'inscription pour les ressortissants non européens. Enfin, la qualité des procédures d'asile est renforcée par la réduction des délais maximaux, accélérant ainsi le traitement des demandes d'asile.

EMPLOI

Le programme d'Ecolo propose plusieurs initiatives en lien avec l'interculturalité dans l'emploi et l'entreprise. Le parti veut encourager la diversité en entreprise à travers des formations et des actions de sensibilisation pour lutter contre le racisme ordinaire et promouvoir une culture inclusive. Également un soutien à l'entrepreneuriat parmi les personnes issues de la migration, avec des programmes spécifiques d'accompagnement et de la mise en relation avec d'autres entrepreneurs pour faciliter leur intégration. Les écolos mettent en évidence l'importance des formations proposées aux entreprises visant principalement à réduire les discriminations à l'emploi présentes en Belgique, ainsi qu'à améliorer la gestion des diverses cultures au sein d'une entreprise.

ENSEIGNEMENT

Ecolo met l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'éducation pour tous, en adaptant les écoles à la diversité des élèves. Cela en améliorant la communication entre école et parents et adapter ces communications aux diverses réalités culturelles des familles. Il est aussi question de réduire les inégalités dans l'éducation très souvent liées à l'origine sociale d'une personne.

Il est évident que le parti écologiste soutient fermement l'interculturalité. Que ce soit dans le domaine de l'éducation, de l'immigration ou de l'emploi, le parti a toujours promu cette valeur faisant d'elle un point important de son programme.

PTB

A présent, concentrons-nous sur le programme du Partis des Travailleurs Belge le "PTB". Comme les précédents, nous allons analyser la question de l'interculturalité dans les grandes thématiques.

IMMIGRATION

Pour améliorer l'intégration des immigrant-es, le parti prône l'accès facilité aux services publics et aux programmes sociaux, assurant un soutien renforcé aux nouveaux et nouvelles arrivant-es. Concernant les procédures d'asile, le PTB milite pour des

délais de traitement réduits et une transparence, afin de garantir le respect des droits et la dignité des demandeur·ses d'asile. L'établissement de centres d'accueil dotés de ressources suffisantes est également une priorité, pour une intégration respectueuse et humaine.

EMPLOI

Au niveau de l'emploi qui est un point important pour le parti travailleur, le PTB se concentre sur l'élimination des barrières systémiques qui empêchent l'équité dans le milieu du travail. Le parti propose la mise en œuvre de quotas d'emploi pour les minorités ethniques dans les entreprises publiques et privées, accompagnés de contrôles réguliers pour s'assurer de leur respect. De plus, le PTB soutient la création de programmes de formation professionnelle destinés spécifiquement aux immigrant·es, afin de favoriser une insertion professionnelle rapide et efficace, contribuant ainsi à une société plus égalitaire.

ENSEIGNEMENT

Pour le domaine éducatif la continuité des idées sont les mêmes, des mesures pour démocratiser l'accès à l'éducation pour tous et toutes, en augmentant le financement des écoles situées dans des zones défavorisées et en développant des programmes pédagogiques adaptés à la diversité culturelle des élèves. Autre point important pour le parti, c'est la formation des enseignant·es à la réalité multiculturelle de notre société se traduisant par une multiculturalité au sein des écoles afin de favoriser une meilleure compréhension de tou·tes les élèves quelle que soit leur culture. Le parti propose également l'annulation de frais de scolarité pour les familles des étudiant·es étranger·es, dans le but de réduire les obstacles à l'éducation.

Le PTB, souvent perçu comme un parti très à gauche, est généralement considéré par l'opinion publique comme favorable à la diversité et donc à l'interculturalité. En effet, nous pouvons affirmer que les mesures et idées mises en avant par le parti confirment son engagement en faveur d'une société interculturelle.

Les Engagés

Terminons cette analyse des programmes par le parti du centre : les Engagés. (nouveau nom des humanistes du CDH).

IMMIGRATION

Les engagés proposent de développer une vision de la cohésion interculturelle à travers ce qu'ils appellent des "États généraux de la cohésion interculturelle". En d'autres termes, c'est le rassemblement de divers acteurs et actrices de la société afin de discuter et d'élaborer des stratégies sur la manière de renforcer l'interculturalité et

l'intégration au sein de la société. Comme le Parti Socialiste, le programme des engagé·e·s fait mention des droits fondamentaux dont bénéficient les migrant·es, cela avec la mise en place de services de traduction et d'interprétation à disposition pour les aider à comprendre les procédures administratives et à s'intégrer plus facilement. Comme d'autres partis, les centristes soulignent l'importance d'intégrer les migrant·es sur le marché du travail, notamment par la réduction des obstacles administratifs, des cours de langue, de la formation professionnelle, ainsi que combattre les pratiques discriminatoires lors du recrutement.

EMPLOI

Comme énoncé et expliqué précédemment dans le point immigration, l'intégration des migrant·es par le travail est un point très important du programme. La lutte contre les discriminations est également un combat pour les centristes. Des mesures spécifiques sont envisagées pour lutter contre ces discriminations à l'embauche et au travail, incluant des sanctions plus sévères pour les entreprises qui pratiquent ou tolèrent des comportements discriminatoires. Le parti soutient également le financement de formations et des actions de sensibilisation pour préparer les départements des ressources humaines à mieux gérer la diversité et l'inclusion.

ENSEIGNEMENT

Dans le milieu éducatif plusieurs mesures sont envisagées pour promouvoir l'interculturalité. Tout d'abord, un renforcement de la formation pour les enseignant·es et les directions à la démarche du dialogue interculturel. Intégrer dans ces formations la notion "gestion inclusive de la diversité" c'est-à-dire sensibilisation des acteur·trices de l'enseignement aux discours de haine et à la manière d'y répondre. Et pour finir l'introduction d'un cours de deux heures d'éducation philosophique et convictionnelle en secondaire, visant à renforcer les valeurs communes tout en luttant contre les discriminations, le racisme, les extrémismes et les radicalismes.

En conclusion de l'analyse des engagements politiques, il est pertinent de souligner que ce parti, bien que se situant au centre, sur le plan social adopte une politique assez alignée sur les idées de gauche. Les mesures et propositions émises par le parti démontrent une forte détermination à promouvoir l'interculturalité.

3. Aux frontières de l'extrême : Ascension de la droite radicale en Flandre et au-delà⁴

Comme mentionné dans l'introduction ce qui suit a été réalisée grâce à divers documents mais surtout

⁴ La rédaction de cette partie de l'article a été rendue possible grâce à une interview téléphonique avec Mr François Debras, le 30 avril 2024 à 15h35, à Liège.

grâce à une interview réalisée avec le professeur de sciences politiques Mr. François Debras.

Vous avez peut-être remarqué, si vous suivez l'actualité politique, que l'extrême droite gagne du terrain un peu partout en Europe, et est même au pouvoir dans certains pays. En effet, l'extrême droite est en ascension en Europe. On observe cette tendance en France avec le RN, en Espagne avec le parti VOX, en Allemagne avec l'AFD, ainsi qu'en Autriche et aux Pays-Bas. Dans certains pays européens, des partis d'extrême droite font partie du gouvernement, comme en Italie avec la première ministre Giorgia Meloni, en Hongrie dirigée par Viktor Orban, et en Pologne avec le parti Droit et Justice.

Selon François Debras, il existe plusieurs raisons pour expliquer cette tendance. La première raison est une intensification du sentiment identitaire. En effet, les régions où les identités nationales, culturelles ou linguistiques sont fortement ressenties, l'extrême droite se positionne comme le protecteur de ces identités contre d'éventuelles menaces ressenties telles que l'immigration ou l'influence de l'Union Européenne. Ce sentiment identitaire englobe la langue, la culture, les valeurs et les traditions. Ensuite, les crises économique et financière peuvent être perçues comme une cause de la montée extrémiste. Il est vrai que les pays gravement affectés par des crises économiques et financières voient souvent une augmentation du soutien aux partis d'extrême droite. Ces partis exploitent les peurs économiques et le sentiment de rétrogradation pour attirer des électeurs. Cela a été le cas pour des pays comme l'Italie et la Grèce par exemple, qui, touchés de manière sévère par les crises, ont connu une montée significative de l'extrême droite. Finalement, une autre raison est une défiance envers les Institutions. C'est-à-dire une perte de confiance généralisée dans les institutions politiques, les partis traditionnels, les médias et les universitaires mis en évidence par plusieurs sondages. Et donc cette défiance est souvent reprise par les partis d'extrême droite s'opposant à l'élite et aux structures institutionnelles en place.

Dans ce contexte de montée de ces partis, la Belgique ne fait pas exception. Il est à préciser dans le nord du pays, en Flandre. Effectivement, ces dernières années, la Belgique et les Flamands font face à l'émergence d'un parti appelé le «Vlaams Belang», clairement d'extrême droite et nationaliste flamand. Bien qu'un cordon sanitaire existe également dans le nord du pays, ce parti ne peut être ignoré et préoccupe de nombreuses personnes, car selon les sondages, il recueillerait jusqu'à 30 % des intentions de vote chez les Flamands. La façon dont ce parti et d'autres de ce type traitent l'interculturalité est une question cruciale.

Toujours selon Mr. François Debras, ces partis rejettent catégoriquement et fermement l'idée d'interculturalité. Bien que le discours de l'extrême droite ait évolué, le principe demeure le même :

Les êtres humains seraient fondamentalement et naturellement inégaux les uns par rapport aux autres. Les discours ont changé, ces partis ne parlent plus de races supérieures ou inférieures, mais de cultures ou de religions. L'extrême droite considère même certaines cultures ou religions comme inassimilables, totalement incompatibles en raison de différences profondes de valeurs et de pratiques.

Par exemple, le Vlaams Belang perçoit actuellement la religion musulmane comme incompatible avec les valeurs et la culture belges, à travers sa lutte contre l'islamisation de la société. Comme mentionné précédemment, l'extrême droite se positionne en tant que protectrice des traditions, des coutumes et des identités nationales contre les influences étrangères. Par conséquent, elle rejette totalement l'idée d'une société multiculturelle, car dans son imagination, il n'est pas possible que deux cultures coexistent pacifiquement, l'une finira par dominer l'autre, entraînant la perte de celle-ci. Toutes ces préoccupations conduisent à évoquer le mythe du «grand remplacement»⁵, selon lequel les populations locales seraient progressivement remplacées par des immigrant-es de cultures différentes. Cette vision se traduit également par une politique anti-immigration visant à limiter l'entrée de personnes issues de cultures jugées incompatibles, par le renforcement des critères pour obtenir la nationalité, des restrictions sur les visas, et d'autres mesures similaires.

En revanche concernant le sud du pays, même s'il existe un parti d'extrême droite que très peu de wallons connaissent, il n'existe aucune quelconque montée ou même percée de l'extrême droite. Ceci est avant tout rendu possible grâce à la mise en place d'un cordon sanitaire, à la fois médiatique et politique qui empêche les partis d'extrême droite de s'exprimer librement dans les médias et d'obtenir une légitimité politique.

Le cordon sanitaire est une stratégie d'isolement des partis d'extrême droite par les différents partis politiques belges. En effet, depuis 1990, les principaux partis politiques belges ont convenu de ne pas former de coalitions avec ces partis, ni de collaborer avec eux, en raison de leurs positions

⁵ Le concept de «grand remplacement» est une théorie conspirationniste principalement propagée par l'extrême droite. Introduite sous ce nom en 2010 par l'écrivain français Renaud Camus, elle suggère un prétendu remplacement des populations européennes par des immigrants non-européens, surtout d'origine sub-saharienne et maghrébine aujourd'hui. Toutefois, les racines de cette idée remontent bien avant, jusqu'au début du 20e siècle en Europe et aux États-Unis. Durant les années 1920-1930, des législations américaines visaient à protéger ce qu'elles appelaient « l'ethnie américaine ». Cette notion s'est également manifestée dans les années 1940 avec la propagande antisémite nazie durant la Seconde Guerre mondiale. Plus récemment, cette théorie s'est d'abord attachée à la culture italienne avant de se focaliser principalement sur les cultures maghrébine et musulmane.

jugées racistes et xénophobes. L'objectif est de limiter leur influence politique et de maintenir un certain niveau de tolérance et de diversité dans la société belge.

Ce cordon sanitaire en Wallonie est également médiatique, il s'agit du même raisonnement que le cordon politique mais appliqué aux médias. Les médias choisissent donc de ne pas donner de plateforme ou de couverture médiatique à des groupes ou des individus dont les opinions sont considérées comme extrémistes, dangereuses ou nuisibles à la démocratie, comme cela a été le cas pour le Vlaams Belang. Cela réduit leur visibilité et leur capacité à attirer des électeurs. Bien que le cordon sanitaire existe également en Flandres, celui-ci est appliqué de manière moins stricte, ce qui permet à des partis comme le Vlaams Belang, de gagner en visibilité et en popularité.

Ensuite, revenons à ce qui a été mentionné précédemment : le sentiment identitaire joue un rôle. La Flandre possède un sentiment identitaire flamand très fort, alimenté par des revendications autonomistes et nationalistes. Le Vlaams Belang joue sur ce sentiment en se positionnant comme le défenseur des intérêts flamands contre le gouvernement et les influences étrangères. Dans le sud du pays, le sentiment identitaire francophone ou wallon est moins prononcé, ce qui réduit l'attrait pour de tels partis. Le rôle des syndicats et du tissu associatif n'est également pas négligeable. Effectivement, en Wallonie, les syndicats et le tissu associatif jouent un rôle crucial dans la lutte contre l'extrême droite. Des organisations syndicalistes comme la FGTB et la CSC sont très actives dans la promotion de valeurs antiracistes et de liberté, ce qui limite l'influence des idées d'extrême droite. Pour conclure, les différences économiques et sociales entre les deux régions ne font qu'augmenter la montée de l'extrême droite en Flandres. La Flandre, étant plus prospère, peut voir une ascension de l'extrême droite comme une réaction à la perception que ses ressources sont gaspillées par des politiques fédérales ou des populations immigrées.

Précédemment, il était sujet de cordon sanitaire médiatique, il est temps d'aborder un sujet important qu'est l'implication des médias dans une montée de l'extrême droite ainsi qu'à une propagation de certaines pensées et idées extrémistes. Mr Francois Debras a un avis clair sur cette question. Pour lui il y a une réelle corrélation entre les deux et celle-ci se manifeste de plusieurs façons.

Tout d'abord, le choix des mots employés par les médias a une influence considérable sur l'imaginaire collectif. Par exemple, les termes «décivilisation», «ensauvagement», «grand remplacement» et «vagues migratoires» sont souvent issus du lexique de l'extrême droite et véhiculent une vision négative et alarmiste des phénomènes migratoires et sociaux.

Ces termes ne se contentent pas de décrire la réalité,

ils créent une perception d'urgence et de menace. Par exemple, parler de «vagues migratoires» évoque une invasion et une catastrophe imminente, alors que «crise de l'accueil» pointe vers une problématique de gestion des capacités d'accueil, déplaçant ainsi la responsabilité de la crise sur les infrastructures d'accueil plutôt que sur les migrant-es eux-elles-mêmes.

La manière dont les médias construisent l'imaginaire collectif est également cruciale. Les reportages sur l'insécurité dans «les quartiers» renforcent les stéréotypes négatifs et la peur des étranger-es, même si les journalistes n'ont pas l'intention de promouvoir des idées d'extrême droite.

En évoquant constamment l'insécurité dans des termes génériques et anxiogènes, les médias contribuent à associer implicitement la criminalité aux populations issues de l'immigration, alimentant ainsi un climat de méfiance et de rejet.

La banalisation des idées d'extrême droite est un autre aspect préoccupant. Certaines propositions de l'extrême droite, telles que la déchéance de la nationalité ou la création de centres fermés pour migrant-es, sont souvent discutées dans les médias comme des sujets banals et acceptables, sans toujours rappeler leur origine idéologique. Cette banalisation permet d'intégrer progressivement ces idées dans le discours public, sans les associer systématiquement à leur provenance extrémiste, ce qui peut les rendre plus acceptables pour une partie de la population.

De plus, les médias ne contextualisent pas toujours suffisamment les sujets qu'ils abordent. Les discussions sur la migration ou l'insécurité manquent souvent de perspectives historiques ou sociologiques, ce qui peut favoriser une interprétation simpliste et manichéenne des phénomènes. Par exemple, sans une compréhension approfondie des causes et des dynamiques de la migration, le public est plus susceptible d'adhérer aux explications simplistes et alarmistes proposées par l'extrême droite. Cette absence de contextualisation rend le discours médiatique vulnérable à la récupération politique et facilite la diffusion des thèses extrémistes.

Enfin, même en l'absence de partis politiques d'extrême droite en Wallonie, les discours extrémistes peuvent se diffuser largement grâce aux médias. Les termes et concepts de l'extrême droite pénètrent le discours courant, influençant ainsi l'opinion publique. Les médias peuvent indirectement légitimer ces discours en leur offrant une plateforme, même lorsqu'ils sont critiqués. La répétition de ces idées, même sous une lumière négative, contribue à leur normalisation. Par exemple, en discutant fréquemment des concepts comme «vague migratoire» ou «insécurité des quartiers», les médias participent à l'installation de ces idées dans l'esprit du public, les rendant ainsi plus acceptables et influentes.

Conclusion

Pour conclure et terminer cet article, il a été démontré que l'interculturalité joue un rôle central dans le paysage politique belge dans beaucoup de grandes thématiques importantes, surtout avec l'arrivée des prochaines élections du 9 juin 2024. Cet article a pu mettre en évidence les différentes approches adoptées par les principaux partis politiques francophones belges face à cette question.

Chaque parti a sa propre stratégie pour favoriser ou gérer l'interculturalité. Le Parti Socialiste met l'accent sur l'intégration des immigrant-es et la lutte contre les discriminations dans le domaine de l'emploi et de l'éducation. Le Mouvement Réformateur privilégie une intégration stricte et des politiques migratoires fermes, tout en promouvant l'inclusion à travers l'éducation et l'emploi. Écolo se concentre sur la réduction des obstacles administratifs et la promotion de la diversité à tous les niveaux, tandis que le Parti du Travail de Belgique (PTB) propose des mesures radicales pour éliminer les inégalités systémiques et favoriser une société plus équitable. Les Engagés adoptent une approche centriste, mettant en avant la cohésion interculturelle à travers des initiatives inclusives et une formation approfondie des enseignant-es.

Par ailleurs, l'émergence de l'extrême droite en Flandre, représentée par le Vlaams Belang, constitue un défi majeur pour l'interculturalité. Cet article vous a peut-être permis de mieux comprendre le véritable point de vue de ce parti sur cette thématique, ainsi qu'une analyse plus approfondie des mécanismes mis en jeu par l'extrême droite pour convaincre, ainsi que sa relation à l'interculturalité grâce aux informations importantes fournies par M. François Debras.

Pour conclure, malgré les progrès réalisés, les défis liés à l'interculturalité restent complexes et exigent des efforts continus de la part des acteurs politiques et sociaux. L'évolution des politiques et des mentalités sera essentielle pour garantir une coexistence harmonieuse et enrichissante des différentes cultures en Belgique. Les prochaines élections, accompagnées des nouvelles initiatives et mesures mises en place, constitueront également un élément clé dans le défi de l'interculturalité.

Après tout ce qui vient d'être mentionné dans cet article, l'une des pistes d'actions en laquelle je crois fermement est la culture de l'information, mais de la "bonne" information. Cela sert à mettre en lien direct avec ce que j'ai abordé auparavant sur le rôle des médias dans la propagation des idéologies extrémistes. De nos jours, de nombreux médias utilisent la désinformation au moyen de fake news ou, comme dit précédemment, par des manipulations de mots. Si un enjeu sociétal vous intéresse ou vous semble crucial, il est vital d'entreprendre les démarches nécessaires pour s'informer correctement : que fait la société à ce

propos ? Comment les acteurs sociaux abordent-ils cette question ? Quelle est la position du monde politique ? L'accès à une information fiable est essentiel pour contrer les tentatives de manipulation par divers intervenant-es.

Concernant le thème abordé dans l'article, une information solide sur l'interculturalité peut dissuader un vote extrémiste, puisque l'électeur dispose alors de toutes les données nécessaires pour décrypter les stratégies de ces partis qui cherchent aujourd'hui à se normaliser en jouant sur les mots.

Prenons mon cheminement personnel pour cet article : l'interculturalité est un sujet complexe et souvent peu clair pour le grand public. C'était aussi le cas pour moi au début, mais je savais qu'il incarnait des valeurs importantes et qu'il s'agissait d'une question centrale dans notre société actuelle. Avec les élections à venir, en tant que jeune votant pour la première fois, j'ai jugé nécessaire et pertinent de considérer ce sujet sous un angle politique. L'objectif étant que d'autres personnes, incertaines de leur choix électoral et passionnées par certaines thématiques, puissent également effectuer leurs recherches (peut-être par des moyens moins complexes que les miens – j'ai fait le choix d'explorer et d'analyser les programmes politiques depuis les sites des partis sur internet - tels que les sondages RTBF mentionnés précédemment) pour évaluer comment chaque parti traite ces sujets et s'il existe une compatibilité avec leurs visions personnelles et les enjeux de société qui les concernent.

Bibliographie

European Commission. (2010). Indicators of Immigrant Integration: A Pilot Study [PDF] https://migrant-integration.ec.europa.eu/sites/default/files/2010-12/doc1_17421_103624414.pdf Consulté le 28 avril 2024.

Marandon Gérard. *Más allá de la empatía, hay que cultivar la confianza: claves para el reencuentro intercultural*. Revista CIDOB d'afers internacionals, 2003 (61 - 62 Interculturalidad y confianza = Interculturalité et confiance). https://explore.lib.uliege.be/discovery/fulldisplay?docid=cdi_csuc_raco_oai_raco_cat_article_28303&context=PC&vid=32ULG_INST:ULIEGE&lang=fr&search_scope=ULIEGE&adaptor=Primo%20 Consulté le 28 avril 2024.

«Définition d'interculturalité». *Toupie.org*. <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Interculturalite.htm>. Consulté le 13 mai 2024

«Notre programme 2024». *Ecolo*. <https://ecolo.be/programme-2024/> Consulté le 15 mai 2024.

Programme-PS-2024. *PS*. <https://www.ps.be/banner-programme-ps-2024> Consulté le 15 mai 2024.

Programme 2024. *MR*. <https://www.mr.be/programme2024/> Consulté le 15 mai 2024.

Notre programme – Élections 2024. *Les Engagés*. <https://www.lesengages.be/actualite/le-programme-les-engages-elections-2024/> Consulté le 15 mai 2024.

Programme. *PTB*. <https://www.ptb.be/programme> Consulté le 15 mai 2024.

Programma. *Vlaams Belang*. <https://www.vlaamsbelang.org/programma> Consulté le 15 mai 2024.

Coppi D., Noppe A, Vande Velde S. (2024, 22 mars). Grand Baromètre : le Vlaams Belang loin devant, Les Engagés percent en Wallonie (infographies). *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/576353/article/2024-03-22/grand-barometre-le-vlaams-belang-loin-devant-les-engages-percent-en-wallonie> . Consulté le 16 mai 2024.

Dialogue interculturel. (2009). Les assises de l'interculturalité [PDF]. https://www.belgium.be/sites/default/files/downloads/publ_assises_interculturalite_2009.pdf. Consulté le 28 avril 2024.

Le Vif. (2019, 24 juin). Assises de l'interculturalité : le bilan, dix ans après. <https://www.levif.be/belgique/assises-de-linterculturalite-le-bilan-dix-ans-apres/>. Consulté le 28 avril 2024.

Duignan, Brian. «replacement theory». Encyclopedia Britannica, 13 février 2024, <https://www.britannica.com/topic/replacement-theory>. Consulté le 20 mai 2024.

The great replacement. Institute for Strategic Dialogue. <https://www.isdglobal.org/explainers/the-great-replacement-explainer/> Consulté le 16 mai 2024.